

USA

Trump face à une double offensive judiciaire et politique sur son décret

Donald Trump était confronté hier à une double offensive judiciaire et politique contre son décret anti-immigration. La décision la plus emblématique de sa jeune présidence est bloquée par la justice, contestée dans la rue et attaquée par les plus grosses entreprises de la high-tech.

Le blocage du décret a de fait rouvert les portes du pays aux réfugiés et aux ressortissants des sept pays visés. Facebook, Google, Microsoft, Twitter et Apple ont déposé dans la nuit de dimanche à lundi une requête en justice dénonçant les «dommages» causés par ce texte. Au total, près d'une centaine d'entreprises se sont jointes à la plainte contre ce texte signé le 27 janvier par le nouveau Président, qui interdit temporairement l'entrée aux Etats-Unis des réfugiés et des ressortissants de sept pays majoritairement musulmans (Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie, Yémen). Plus tôt dans la journée, l'administration Trump avait déjà subi un revers de taille. La Cour d'appel fédérale de San Francisco avait rejeté l'appel formulé samedi par le ministère de la Justice, qui réclamait l'annulation de la décision de suspendre le décret sur tout le territoire américain, prise par le juge de Seattle, James Robart, vendredi. La Maison Blanche a maintenant jusqu'à 23h GMT pour étoffer son argumentaire auprès de la cour de San Francisco.

Côté politique, plusieurs hauts responsables de l'administration démocrate sortante, dont l'ex-secrétaire d'Etat John Kerry et l'ex-directeur de la CIA et ancien secrétaire à la Défense Leon Panetta, ont aussi demandé le maintien du blocage d'un décret «mal conçu, mal mis en œuvre et mal expliqué».

Un malaise ressenti jusque dans le camp du Président lui-même, d'autant que M. Trump s'est livré à une attaque en règle contre le juge Robart, le qualifiant de «pseudo-juge» et l'accusant de sacrifier la sécurité du pays.

Mitch McConnell, le chef de file des républicains au Sénat, a tenté de temporiser en expliquant que la justice faisait son travail et s'est démarqué du décret, dimanche, craignant notamment que sa rédaction trop vague ne laisse la porte ouverte à «un test religieux».

«Nous voulons tous empêcher

les terroristes de pénétrer aux Etats-Unis, mais nous ne voulons certainement pas que des alliés musulmans qui se sont battus à nos côtés ne puissent se rendre aux Etats-Unis», a-t-il souligné.

L'opinion américaine est elle aussi défavorable au texte, qui a encore déversé dans les rues des grandes capitales mondiales des milliers de manifestants ce week-end. Mais Donald Trump estime que ces sondages sont faux. «Tous les sondages négatifs sont de fausses informations, comme les sondages de CNN, ABC, NBC lors de l'élection», a-t-il écrit hier matin sur Twitter. «Désolé mais les gens veulent la sécurité aux frontières et des contrôles extrêmes», a fait valoir le Président qui devait visiter hier le commandement militaire américain chargé du Moyen-Orient et de la lutte contre le groupe Etat islamique. Quelque 53% des Américains contestent le décret

limitant l'immigration (47% l'approuvent), selon un sondage CNN réalisé entre le 31 janvier et le 2 février. Quelque 51% s'y opposent (45% l'approuvent) selon un autre sondage CBS. Selon le sondage CNN, une proportion identique d'Américains (53%) ont une opinion négative de la présidence en général de Donald Trump, arrivé à la Maison Blanche il y a seulement deux semaines.

Le Président a balayé d'un revers de la main cette impopularité historique et s'en est pris une nouvelle fois aux médias après avoir critiqué ce week-end le système judiciaire. «Je décide par moi-même, en me basant largement sur un ensemble de données, et tout le monde le sait. Certains médias rapportent de fausses informations, pour se marginaliser, mentent !», a-t-il tweeté hier.

La décision de la justice a poussé les réfugiés et les ressortissants des sept pays visés par le texte controversé à tenter de venir aux Etats-Unis le plus vite possible. Les immigrants embarquaient de ce fait en nombre sur des vols à destination des Etats-Unis. Et de nombreuses compagnies aériennes,



Photo : DR

Le blocage du décret a rouvert les portes du pays aux réfugiés et aux ressortissants des sept pays visés.

dont Air France, acceptent de nouveau les ressortissants des sept pays visés. Quelque 60 000 visas ont également retrouvé leur validité, selon la diplomatie américaine. Sara Yarjani, étudiante de 35 ans, qui avait été expulsée dans la foulée du décret, est revenue dimanche à Los Angeles. «Bienvenue aux Etats-Unis», s'est exclamée une femme venue l'accueillir. «Je suis si reconnaissante à tous les avocats et tous ceux qui m'ont aidée (...), pour moi, c'est ça

l'Amérique», a déclaré M^{me} Yarjani en larmes. La Maison Blanche, toutefois, entend vite refermer la brèche légale dans laquelle s'engouffrent de nombreux migrants et remporter le combat judiciaire, quitte à multiplier les appels ou porter l'affaire devant la Cour suprême. Le vice-président Mike Pence a écumé les plateaux de télévision dimanche pour exprimer sa «frustration». L'exécutif, a-t-il promis sur Fox News, «va réagir très rapidement».

TURQUIE

L'ONU veut lever 3,5 milliards de dollars pour les réfugiés syriens

L'ONU a lancé jeudi un appel aux dons pour lever quelque 3,5 milliards de dollars destinés à financer son plan d'aide aux réfugiés syriens en Turquie pour les années 2017 et 2018.

Cet appel a été formulé lors du lancement à Ankara du volet turc du plan d'aide régionale pour les réfugiés et la résilience (3RP).

Lors du lancement du 3RP global à Helsinki le 24 janvier, l'ONU avait appelé les pays donateurs à engager 4,6 milliards de dollars pour la Turquie, le Liban, la Jordanie, l'Irak et l'Egypte.

«Le volet turc du plan requiert plus de 3,5 milliards de dollars en nouveaux financements sur deux ans pour répondre aux besoins croissants des réfugiés syriens et des communautés qui les accueillent», a précisé l'ONU dans un communiqué distribué lors du lancement du plan à

Ankara. Avec ces 3,5 milliards destinés à la Turquie, l'ONU reconnaît le rôle majeur joué par ce pays dans l'accueil des réfugiés syriens. Ankara accueille actuellement quelque 2,8 millions de réfugiés syriens, dont 300 000 dans des camps gérés par l'Etat et environ 2,45 millions vivant au sein de la population turque, selon l'ONU. Le plan consiste ainsi à soutenir à la fois les réfugiés, en fournissant une aide ciblée, et les populations locales, pour les aider à accueillir parmi elles les réfugiés.

L'ONU a salué le fait qu'Ankara fournisse déjà aux réfugiés un accès à l'éducation, à une couverture maladie et des voies d'accès au marché du travail.

«La Turquie a l'expérience sur comment de grands nombres de réfugiés et de migrants peuvent être gérés de façon raisonnable», a déclaré Irina Vojackova-Sollorano, coordinatrice de

l'ONU en Turquie et représentante du Programme des Nations-Unies pour le développement (Pnud) dans ce pays. Selon elle, l'expérience turque montre aussi au reste du monde «qu'il ne faut pas paniquer» quand il s'agit de faire face à l'arrivée de réfugiés en grand nombre.

Les intervenants ont rappelé que le 3RP de 2016 avait été financé à hauteur de 66%, une nette amélioration par rapport à 2015, mais encore loin d'être suffisante : «La Turquie a besoin et mérite un soutien financier bien plus important», a affirmé Jean-Marie Garelli, vice-représentant du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) en Turquie. Onze agences de l'ONU, principalement le HCR et le Pnud, ainsi que 26 ONG partenaires, sont acteurs de ce plan en soutien aux actions du gouvernement turc.

ALLEMAGNE

Les conservateurs soutiennent Merkel en vue des législatives

Les deux grandes formations politiques conservatrices allemandes ont formalisé hier leur soutien à la chancelière Angela Merkel, en vue des législatives de septembre prochain, sans pour autant régler leur désaccord sur l'accueil des demandeurs d'asile, selon des sources médiatiques.

Après deux jours de réunion avec l'Union chrétienne démocrate CDU de M^{me} Merkel, le chef des conservateurs bavarois (CSU) Horst Seehofer a annoncé son «soutien» à la candidature de la chancelière à un quatrième mandat même si elle refuse de plafonner les arrivés de migrants en

Allemagne. Après près de 12 ans de gouvernement Merkel, «personne ne peut sérieusement contester le fait que l'Allemagne va bien sur le plan intérieur et que sur le plan des relations internationales, l'Allemagne fait brillamment figure d'îlot de stabilité», a-t-il souligné devant la presse aux côtés de la

chancelière. M. Seehofer a affirmé que son parti voulait «gagner» lors des législatives mais il a maintenu sa menace de ne pas rejoindre un futur gouvernement Merkel «si elle n'accepte pas de limiter à 200 000 les arrivées annuelles de migrants».

La chancelière a de nouveau rejeté hier cette revendication qui envenime ses relations avec les chrétiens-sociaux bavarois depuis 2015 et sa décision d'ouvrir l'Allemagne à des centaines de milliers de migrants fuyant la guerre ou cherchant de meilleures condi-

tions de vie. «Je n'ai pas l'intention de changer de position là-dessus», a-t-elle dit. M^{me} Merkel, qui reste favorite du scrutin de septembre, est confrontée à la fois au retour en grâce des sociaux-démocrates (SPD), portés par leur populaire candidat Martin Schulz, et à l'essor des populistes de droite de l'AfD qui se nourrissent notamment des inquiétudes générées par sa politique migratoire, selon la même source. La nomination surprise de M. Schulz, un ancien président du Parlement européen sans réelle expérience politique en Allemagne,

a revitalisé le SPD. Selon une enquête d'opinion pour le journal populaire *Bild* de l'institut INSA, publiée hier, les sociaux-démocrates prennent pour la première fois la tête de la course avec 31% des intentions de vote (+4), soit un point de plus que la CDU/CSU qui perd trois points.

M^{me} Merkel a dans ce contexte souligné hier une nouvelle fois que cette campagne électorale sera sa «plus difficile». «Comme le montrent les sondages, on a avant tout pour mission de bien nous battre», a-t-elle dit.